

Quelle Europe pour sortir de la crise ?

Fragilisée par la crise de la dette, l'Europe s'interroge sur son projet politique. Différents modèles se font concurrence. Faut-il un surcroît d'intégration ou un resserrement autour d'un noyau dur d'Etats membres ?

Revenons au projet original Le fédéralisme doit fixer le cap

Guy Sorman

Essayiste,
auteur de « Journal d'un optimiste »
(Fayard, 529 pages, 24 euros)

Depuis qu'ils ont été happés par la crise financière de 2008, née aux Etats-Unis, les dirigeants européens marchent sur la tête. Leur comportement, individuel et collectif, se situe – à l'exact opposé de ce que fut naguère la méthode fondatrice de notre Union européenne (UE). Il est grand temps de se remémorer cette méthode qui était, jusqu'à tout récemment, considérée comme l'un des plus remarquables succès politiques et économiques de l'après-guerre.

Cette Union européenne, jusqu'à hier, aura été célébrée sur le continent et partout ailleurs comme une sorte de modèle indépassable conduisant à la paix entre les nations, à la prospérité et tout autant à une certaine équité sociale gérée par des Etats providence. A la genèse de ce succès, pas encore gaspillé ou pas tout à fait, rappelons ce que fut le génie du père fondateur, Jean Monnet. Celui-ci, qui entre autres métiers, fut entrepreneur négociant en cognac, pétri d'histoire continentale, et familier des Etats-Unis d'Amérique, savait que ni les diplomates ni les politiciens n'avaient jamais été capables de réconcilier entre eux les Européens meurtris par des siècles de guerres civiles : à ses yeux, les diplomates manquaient d'imagi-

économiques – l'augmentation d'impôts, la baisse des dépenses publiques – sont tous pris dans l'urgence, au jour le jour, sans principe directeur évident et à coup sûr sans aucun plan à long terme. Ces décisions, qui n'offrent aucune perspective de sortie de crise, nuisent au plus grand nombre des Européens : les institutions financières sont privilégiées, tandis que le contribuable est sacrifié.

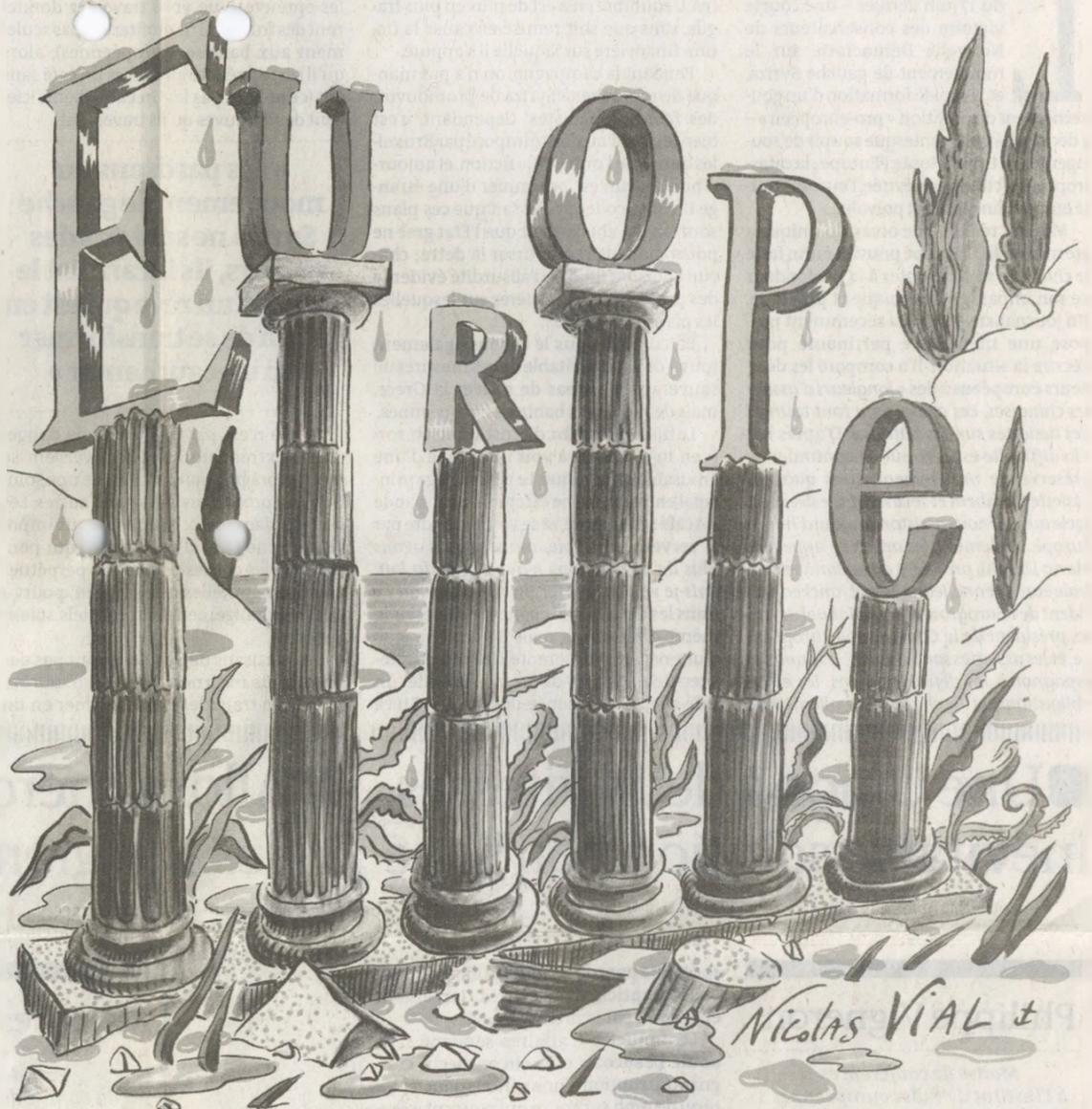
Ce nouveau capitalisme européen est caractérisé par la privatisation de gains (actionnaires des banques et opérateurs financiers) et la socialisation des pertes, aux antipodes de l'économie de marché et de l'équité sociale. Adieu aux solidarités concrètes, si chères à Jean Monnet ! Enfin, toute réflexion de long terme et explications compréhensibles par tous laissent place à des slogans nationalistes (sus à l'Allemagne !) ou idéologiques : « Oui à la croissance, non à l'austérité », comme si ce choix était réel.

La sortie de crise exigerait un retour à l'intelligence des origines. Il devrait revenir, par exemple, à un Comité des sages, pas du tout impossible à constituer au niveau européen, de dire les faits. Le fait premier est qu'il convient de distinguer la crise de l'euro, la crise de l'eurozone, la crise des Etats et la crise de l'Union européenne. L'euro, aussi longtemps qu'il restera géré par la Banque européenne de Francfort, remarquablement légitime et universellement respectée, fidèle à sa charte – le refus de l'inflation mortifère – n'est menacé ni dans son existence ni dans sa valeur. Cet euro n'empêche nullement la croissance, comme le démontrent l'Allemagne ou... l'Estonie. On entend dire qu'un ministre des finances unique pour l'eurozone serait la solution indispensable, préalable à la sortie de crise : c'est inexact. Conformément à la méthode de Monnet, ce ministère commun apparaîtra, mais, à terme, comme une évidence nécessaire.

Plutôt qu'une création immédiate de ce ministère, il vaudrait mieux traiter la cause première de la crise, qui tient au dysfonctionnement des Etats dans leur relation au marché : par excès de générosité sociale, ou par corruption, ou par méconnaissance politique des mécanismes de l'économie, l'innovation, l'esprit d'entreprise, qui sont en ce moment étouffés par les règles et les prélèvements publics. Voici pourquoi la croissance est en panne, ce qui aggrave aussi les déficits et nous enfonce dans une spirale récessif. Chaque Etat ayant ses traditions, on ne préconisera pas je ne sais quelle révolution libérale, ni solution allemande : l'important pour l'entrepreneur est de pouvoir prévoir.

C'est l'absence de perspective, aggravée par des politiques erratiques, qui est un obstacle à la croissance, plus que ne l'est en soi le niveau de la dépense publique. Au total, les récessions en Europe n'ont rien de spécifiquement européen, mais obéissent à un principe universel à toute économie : quand l'arbitraire des politiques de court terme se substitue au caractère prévisible de la règle et de l'état de droit, la croissance s'arrête.

L'Europe et l'euro suffoquent par court-termisme. Ils revivront si on nous dit, enfin, au niveau de chaque Etat et au niveau de l'Union tout entière, où exactement nous voulons parvenir dans cinq ans, dans dix ans. L'ambition initiale, celle des Etats-Unis d'Europe – une fédération des Etats, pas une fusion –, reste possible, à condition d'être annoncée et expliquée comme étant, à terme, la seule garantie de la paix, de la prospérité et de l'équité. Une fois cet objectif fixé et inscrit dans un calendrier, les choix politiques au jour le jour n'obéiraient plus à l'urgence, mais s'inscriraient dans cette vision cohérente et compréhensible par tous, c'est-à-dire démocratique. Tout encore peut être sauvé : il suffit d'une boussole. ■



A la France de donner l'impulsion politique

Les Arvernes

Collectif

L'Europe, lentement, se meurt. Les heurts et malheurs de la zone euro, auxquels le monde assiste, stupéfait, ne sont qu'un des symptômes de son dépérissement. Engluée dans une croissance molle, une absence de vision politique, une démographie en recul, le risque est, en un mot, son évacuation de l'Histoire.

Or, la responsabilité en incombe pour l'essentiel à la France, qui a renié le projet européen dont elle avait seule, pourtant, eu la géniale intuition.

« L'Europe n'est rien sans la France, sans sa capacité unique à tracer un chemin d'union politique, qui fait tellement défaut à l'Allemagne »

Les Arvernes sont un collectif qui regroupe des hauts fonctionnaires, des professeurs, des économistes, des entrepreneurs et des essayistes

Renier le principe d'abord, de l'élite politique française. Nous avons aujourd'hui un gouvernement dans lequel le principal opposant au traité constitutionnel se retrouve à la tête de notre diplomatie. Il y a encore et toujours de ces parlementaires européens français aux abonnés absents au Parlement européen. Puis il y a enfin un commissaire choisi parce que sans avenir national. N'en jetez plus, la coupe est pleine.

Renier l'économie ensuite, d'un pays qui feint de méconnaître que la survie de la zone euro exige un consensus minimal, et notamment avec l'Allemagne, sur la stratégie économique et monétaire à suivre. Il faut le dire et le redire : les 35 heures, les emplois-jeunes, le redressement productif, sont profondément antieuropéens. Alors que l'Allemagne, avec les réformes Hartz, n'a fait que prendre ses responsabilités dans un monde en changement, il est stupéfiant que la droite française, empêtrée dans ses réflexes colbertistes, n'ait su utiliser ce levier contre la gauche. Il est vrai que la droite ne croit pas plus à l'Europe qu'elle ne comprend l'économie.

Renier des principes, enfin et surtout, quand la France se détourne de ce qui est le fondement de la construction européenne, cette idée, si chère à Jean Monnet, que seule la France pouvait concevoir : l'intérêt général européen. Et d'attaquer encore et toujours la Commission, le juge communautaire, la fonction publique communautaire, fers de lance de l'intérêt général européen.

Faut-il le rappeler, l'Europe n'est rien sans la France, sans sa capacité unique à tracer un chemin d'union politique, qui fait tellement défaut à l'Allemagne. De même, la France n'est rien sans l'Europe, seul levier pour moderniser son économie au cours des années récentes.

Il est temps pour la France, sans sacrifier ni son indépendance militaire, ni sa diplomatie, ni sa langue, de reprendre sa place à la tête de l'Europe.

Et d'abord de proposer une vision des institutions européennes. Un conseil des ministres, à l'instar du Sénat américain, clé de voûte d'une fédération d'Etats-nations puissants. Une Commission, une Banque centrale et un juge communautaire puissants, car les principaux Etats, France et Allemagne au premier chef, y auraient enfin la prééminence que leur poids économique, politique, historique, démographique exige.

Une Europe, ensuite, nous n'avons pas peur de le dire, à l'image de celle de 1958, resserrée autour d'un noyau d'une dizaine d'Etats, qui ne craignent pas de reconnaître qu'en privilégiant l'élargissement à l'approfondissement, les élites européennes ont manqué leur rendez-vous avec l'Histoire quand le mur de Berlin est tombé.

Enfin, et surtout, comprendre que la France, si elle veut sauver l'Europe, doit trouver les ressorts pour moderniser son Etat, son économie, son système de protection sociale, et enfin revenir au premier rang des grands pays. Le destin de la France et celui de l'Europe sont inextricablement liés. Arnaud Montebourg et Marine Le Pen sont le même revers de la fausseté, dont l'autre face sont les fédéralistes béats.

La querelle des anciens et des modernes qui s'annonce, et qui traversera la gauche et la droite, se nouera autour de la question européenne. Pour nous, patriotes français et européens, la voie est claire : une France forte, capable de relancer la dynamique d'une Europe resserrée. Nous appelons le gouvernement et l'opposition à y participer dès à présent. ■

QUELLE EUROPE POUR SORTIR DE LA CRISE ?

Lamentable fiction, l'austérité continue de sévir et de servir les banques

Slavoj Zizek

Philosophe

Le résultat des élections grecques du 17 juin dernier – une courte victoire des conservateurs de Nouvelle Démocratie sur le mouvement de gauche Syriza, et la rapide formation d'un gouvernement de coalition « pro-européen » – a déclenché un gigantesque soupir de soulagement à travers toute l'Europe : la catastrophe était tout juste évitée, l'euro et l'unité européenne avaient prévalu...

Mais en réalité, une occasion unique a été manquée. L'Europe pouvait enfin faire le choix de se confronter à la profondeur de son impasse économique et politique. Un journaliste de CNN a récemment proposé une métaphore pertinente pour décrire la situation. Il a comparé les décideurs européens à des « jongleurs d'assiettes chinoises, ces artistes qui font tourner des assiettes sur des bâtons ». D'après lui, « la difficulté est bien sûr de continuer de préserver le mouvement, sans quoi les assiettes tombent et se cassent. C'est le spectacle auquel nous assistons aujourd'hui en Europe. Seulement, les artistes s'appellent Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et les assiettes sont la Grèce, les banques espagnoles, les déficits italiens, les euro-obligations, et la chancelière allemande,

Angela Merkel. Chaque jour, on installe tous les jours plus d'assiettes, et chacun proclame la fin prochaine du spectacle. Hélas, les suspens se poursuivent ».

Ce qui se déroule à Bruxelles s'apparente effectivement à ce type de numéro : les eurocrates se contentent de repousser l'échéance en ajoutant de nouvelles assiettes. L'équilibre créé est de plus en plus fragile, sans que soit remise en cause la fiction financière sur laquelle il s'appuie.

Pendant la campagne, on n'a pas manqué de reprocher à Syriza de promouvoir des fables gauchistes. Cependant, c'est bien le plan d'austérité imposé par Bruxelles qui est de l'ordre de la fiction, et aujourd'hui, chacun est prisonnier d'une étrange illusion collective et sait que ces plans sont fictifs ; chacun sait que l'Etat grec ne pourra jamais rembourser la dette ; chacun choisit d'ignorer l'absurdité évidente des projections financières sur lesquelles les plans sont fondés.

Et, comme nous le savons également tous, l'objectif véritable de ces mesures de sauvetage n'est pas de sauver la Grèce, mais de sauver les banques européennes.

Le film *Ninotchka*, d'Ernst Lubitsch, sorti en 1939, donne à voir une scène d'une amusante dialectique. Le personnage principal entre dans une cafétéria, commande un café sans crème, et se voit répondre par le serveur : « Désolé, mais nous n'avons plus de crème, nous n'avons que du lait. Puis-je vous apporter un café sans lait ? » Dans les deux cas, le client se voit servir le même café simple, mais il s'accompagne d'une négation différente, d'abord un café-avec-une-absence-de-crème, ensuite un café-avec-une-absence-de-lait. La Grèce

connaît la même pénible situation : les Grecs se verront servir un certain type d'austérité – mais se verront-ils servir le café de l'austérité avec une absence de crème, ou avec une absence de lait ? C'est ici que l'establishment européen triche. Il se comporte comme s'il servait aux Grecs le café de l'austérité sans crème (le fait que les épreuves que vous traversez donneront des fruits qui ne profiteront pas seulement aux banques européennes), alors qu'il sert en réalité aux Grecs un café sans lait (ce ne sont pas les Grecs qui bénéficieront des épreuves qu'ils traversent).

« Les partisans du mouvement de gauche Syriza ne sont pas des rêveurs, ils incarnent le réveil d'un rêve qui est en train de se transformer en un cauchemar »

Syriza n'est pas un groupe de dangereux « extrémistes » : ce mouvement se montre pragmatique et cherche une solution aux problèmes créés par d'autres. Les rêveurs dangereux sont ceux qui imposent les mesures d'austérité, qui pensent que les choses peuvent se perpétuer indéfiniment telles qu'elles sont, pourvu que des changements superficiels soient apportés.

Les partisans de Syriza ne sont pas des rêveurs, ils incarnent le réveil d'un rêve qui est en train de se transformer en un

cauchemar. Ils ne détruisent rien, ils réagissent à l'autodestruction du système.

Syriza est un mouvement de gauche radicale qui s'est extirpé de sa position confortable de résistant, et qui a affiché avec courage sa détermination à prendre le pouvoir. Raison pour laquelle les Grecs devraient être sanctionnés, comme l'a récemment écrit Bill Frezza dans *Forbes Magazine*. « Ce dont le monde a besoin, c'est un exemple contemporain de communisme. Quelle meilleure candidate que la Grèce ? (...) Ejectons-la simplement de l'Union européenne, fermons le robinet à euros, qui coule à flots. Puis attendons une génération avant de faire le bilan. » On souhaite répéter le scénario joué en Haïti après sa révolution en 1804 : la Grèce devrait être châtiée de manière exemplaire afin d'en finir avec toute tentation d'employer des solutions à la crise émanant de la gauche radicale.

On a dit de Syriza qu'elle n'a pas l'expérience nécessaire pour gouverner. C'est vrai. Elle n'a pas plongé un pays dans la banqueroute, à force de tricher et de voler. Et voilà qui nous amène à l'absurdité de la politique de l'establishment européen, qui prêche l'habituelle doxa : payer les impôts, lutter contre le clientélisme grec... et qui place tous ses espoirs dans la coalition des deux partis qui ont apporté à la Grèce ce clientélisme.

La victoire de Nouvelle Démocratie fut le résultat d'une campagne brutale, saturée de mensonges et de déclarations catastrophistes. En cas de victoire de Syriza, la Grèce devait sombrer dans la faim, le chaos et la terreur d'Etat policier. Au cours de la campagne, certains journaux, proches

de Nouvelle Démocratie, se sont livrés à des attaques incessantes contre l'Allemagne, comparant les pressions exercées par Bruxelles à une nouvelle occupation allemande de la Grèce, ou présentant Angela Merkel dans l'uniforme nazi. Ces mêmes titres de la presse conservatrice promettaient de « nettoyer les rues grecques », et d'utiliser les fonds européens pour financer la construction de centres de détention destinés aux immigrés clandestins.

La pression exercée par l'Union européenne sur la Grèce afin que soient mises en œuvre les mesures d'austérité correspond à ce que la psychanalyse appelle le surmoi. Le surmoi n'est pas une instance éthique au sens propre du terme, mais un agent sadique qui bombarde le sujet d'exigences impossibles, jouissant de façon obscène de l'échec du sujet à s'y conformer. Le paradoxe du surmoi, c'est que, comme Freud le vit clairement, plus nous obéissons à ses exigences, plus nous ressentons de la culpabilité. Voilà ce qui est si terriblement néfaste dans les exigences de l'Union européenne : elles ne donnent pas la moindre chance à la Grèce, l'échec de la Grèce fait partie intégrante du jeu. ■

Traduit de l'anglais par Frédéric Joly

Slavoj Zizek est notamment l'auteur de « Pour défendre les causes perdues » (Flammarion, 2011) et « Violence. Six réflexions transversales » (Au Diable Vauvert, 320 p., 23 euros)

Une Union à deux vitesses, inévitable solution politique

Philippe Vigneron

Maître de conférences à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles

Depuis quelques semaines, des rumeurs circulent dans la presse sur l'éventualité que le Royaume-Uni tienne prochainement (un an, deux ans ?) un référendum sur son appartenance à l'Union européenne. Cette consultation serait, en particulier, souhaitée par une partie importante des députés conservateurs, devenus de plus en plus eurosceptiques.

Force est de constater que, depuis longtemps, le Royaume-Uni s'est exonéré de nombre de politiques communautaires, au point que l'on est en droit de se demander s'il peut encore être considéré comme un membre à part entière. On citera ici bien sûr les dérogations les plus connues concernant le respect de la Charte des droits fondamentaux, l'appartenance à l'accord de Schengen ou à la zone euro. Pour bien des textes de droit secondaire, le Royaume-Uni bénéficie aussi de diverses exceptions ou dérogations qui lui assurent un traitement particulier.

« On peut assez aisément concevoir que le Royaume-Uni cherche un jour à se retirer de l'UE »

Il est aussi un excellent législateur national, capable de mettre en œuvre, dans les délais requis, les textes européens, une fois que ceux-ci sont adoptés. Son seul véritable objectif a toujours été l'approfondissement du marché unique et sa stratégie est de freiner autant que faire se peut toute velléité d'harmonisation communautaire au profit de formules d'autorégulation dans la plupart des domaines.

On peut dès lors assez aisément concevoir que le Royaume-Uni cherche un jour à se retirer de l'UE, n'ayant jamais partagé l'idée selon laquelle le processus en cours visait à créer une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe. Une telle politique serait vraisemblablement

soutenue par son opinion publique, dont l'euro-scepticisme est très largement entretenu par la presse tabloïd.

Les milieux d'affaires seraient sans doute beaucoup plus circonspects, craignant l'irruption d'une période d'instabilité ou de repli sur soi, ce qui pourrait éventuellement être, par la suite, compensé par la négociation d'un protocole de collaboration avec l'UE préservant certains acquis relatifs, en particulier, au marché unique.

L'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE), introduit par le traité de Lisbonne, reconnaît désormais à tout Etat membre un droit volontaire et unilatéral de quitter l'Union, et fixe les modalités à suivre pour la mise en œuvre de ce retrait. Cette faculté confirme, pour autant que de besoin, que l'UE est une fédération d'Etats nations qui ont la possibilité de la quitter quand ils le souhaitent de manière inconditionnelle.

Au niveau politique, tout dépendrait de la volonté des autorités gouvernementales britanniques de suivre une politique autonome, ou plus ou moins coordonnée avec l'UE.

Cependant, sur le plan politique, l'UE perdrait un pays dont le poids politique et culturel international reste élevé, ce qui pourrait être perçu comme un signe de déclin. In fine, le départ d'un Etat membre serait considéré comme un échec politique important pour l'UE.

En conclusion, et afin d'éviter les effets politiques négatifs que pourrait avoir un tel retrait, la solution ne doit-elle pas venir d'un surcroît d'intégration dans la seule zone euro ? L'Europe à deux vitesses, voire à plusieurs vitesses, ne doit-elle pas s'imposer si l'on veut éviter le délitement de l'UE et sa paralysie engendrée par des Etats qui ne veulent pas aller de l'avant ?

Le débat qui agite Londres donne du grain à moudre au développement des coopérations renforcées, dont les dispositions devraient cependant être révisées pour pouvoir être correctement mises en œuvre et éviter ainsi que des Etats puissent les bloquer.

Une telle évolution est sans doute l'unique voie permettant d'aboutir un jour à une certaine Europe politique. Toutefois, au sein même de la zone euro, certains Etats comme les Pays-Bas ou la Finlande, se caractérisent par leur tiédeur face à un surcroît d'intégration. L'Europe des cercles concentriques a sans doute de beaux jours devant elle ! ■

Allons chercher la relance sur le terrain Villes et régions, un espoir pour l'Europe

Mercedes Bresso

Présidente du Comité des régions de l'Union européenne

La grave crise que l'Europe traverse semble chaque jour fragiliser un peu plus le processus de construction européenne et les solidarités qui en découlent. Nous en arrivons à la conclusion qu'il faut négocier un nouveau compromis européen. Ce compromis passe par une plus grande intégration politique de l'Union européenne (UE) qui obligera les Etats mem-

« Il faut redonner la priorité aux investissements dans les territoires. Eux seuls nous permettront de sortir de la crise »

bres à être plus rigoureux sur le plan budgétaire, et par une réorientation de notre continent vers un modèle de développement durable, faisant plus de place à l'innovation, à l'emploi et à la justice sociale.

Dans ce contexte, nous croyons que les régions et les villes ont un rôle crucial à jouer. Notons tout d'abord qu'elles sont faiblement endettées. A travers l'Europe, l'encours de dette du secteur public infranational représente en 2010 seulement 12,1% du produit intérieur brut (PIB) et 15,1% de la dette publique totale.

Or, depuis presque quatre ans, la crise met en danger leurs capacités d'investissement. D'abord, au sein de nos pays, les nécessaires ajustements budgétaires ont souvent conduit les gouvernements à réduire les dotations des collectivités territoriales. Sollicitées par des populations qui rencontrent des difficultés croissantes, elles doivent continuer à assurer le bon fonctionnement des services publics. Faute de ressources direc-

tes en provenance du secteur productif, l'investissement local a donc baissé de plus de 7% en 2010.

Ensuite, une partie des Etats membres veut réduire le budget européen, de l'ordre de 100 milliards d'euros sur sept ans. La querelle paraît caricaturale au regard des sommes colossales déboursées pour venir au secours des banques depuis 2008. Le budget européen global atteint à peine plus de 1% du revenu national brut de l'UE. Pour cette raison, nous plaçons pour la création de nouvelles ressources propres, telles que la taxe sur les transactions financières.

Enfin, le nouveau traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, dont l'inspiration est beaucoup trop intergouvernementale, devrait bientôt entrer en vigueur. Il imposera à l'UE une austérité qui pèsera durablement sur les conditions de refinancement des autorités régionales et locales, et encouragera le retour de la centralisation.

Pour retrouver le chemin de la croissance en Europe, en s'attaquant au chômage des jeunes et en permettant aux entreprises, notamment les petites et les moyennes, de restaurer leur compétitivité dans la concurrence mondiale, il faut redonner la priorité aux investissements dans les territoires. Eux seuls nous permettront de sortir de la crise.

En effet, pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, ou pour rendre les bâtiments et les transports plus économes en ressources, c'est principalement dans les villes qu'il faut agir. L'amélioration du cadre de vie et l'accès à des services publics efficaces pour tous, dans les quartiers en difficulté, comme dans les zones rurales ou périphériques isolées, suppose aussi des investissements publics de long terme en matière d'éducation, de santé et d'information.

Ces investissements d'avenir concernent aussi les grands travaux. Ils peuvent contribuer à endiguer l'hémorragie des emplois industriels en Europe.

L'existence d'une législation

européenne propice est essentielle, mais c'est aux niveaux régional et local que peut être créé un climat favorable au développement des entreprises. En établissant des synergies entre les centres de recherche, les entreprises et les universités, les autorités locales et régionales ont la clef pour favoriser l'émergence de nouveaux produits et services qui créeront les emplois de qualité de demain.

Mais ce cercle vertueux ne pourra voir le jour que dans le cadre d'une gouvernance à multi-niveaux, qui redonnera aux autorités politiques le primat de la décision et qui permettra d'atteindre plus efficacement les objectifs fixés.

L'UE dispose depuis longtemps de l'instrument qui permet la collaboration efficace de tous les niveaux de gouvernance au service du développement. Cet instrument est la politique de cohésion. Le Parlement européen et le Conseil de l'UE définissent pour une période de sept ans la stratégie et les objectifs communs, qui sont ensuite déclinés dans les Etats membres en fonction des différents territoires au cours d'une négociation associant les villes et les régions.

La sécurité du financement pluriannuel permet de mener des investissements de long terme. A travers les financements de la Banque européenne d'investissement, elle met déjà en place de nouveaux instruments innovants. Complétée par des « project bonds », cette politique a bel et bien le potentiel de diriger l'Europe vers un autre modèle de développement, plus ingénieux, plus solidaire et plus durable.

C'est donc à un changement de paradigme que nous appelons aujourd'hui : pour une politique de relance respectant les impératifs de la consolidation budgétaire, mais donnant toute leur place aux collectivités territoriales. Nous sommes convaincus qu'en apportant leur connaissance du terrain, elles remettront l'Europe sur le chemin de la croissance durable. ■